



DECLARATION DES FEMMES RURALES LES DROITS, L'AUTONOMISATION ET LA LIBERATION

6-8 mars 2008

Arakkonam, Tamil Nadu, Inde

STEERING COMMITTEE MEMBERS

- Fatima Burnad, Tamil Nadu Women's Forum (TNWF) and Society for Rural Education and Development (SRED), India
- Irene Fernandez, TENAGANITA, Malaysia
- P Logeswary, Human Development Organisation (HDO), Sri Lanka
- Emmi de Jesus and Emily Cahilog, GABRIELA National Alliance of Women's Organisation, Philippines
- Sita Poudel, All Nepal Women's Alliance (ANWA), Nepal
- Nimalka Fernando, International Movement Against All Forms of Discrimination and Racism (IMADR)
- Lucia Jayaseelan, Committee for Asian Women (CAW)
- Lynnsay Francis, Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD)
- Saira Shameem and Michelle Rogers, Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women (ARROW)
- Sarojeni Rengam, Pesticide Action Network Asia and the Pacific (PAN AP)
- Irene Fernandez and Nova Nelson, Coordination of Action Research on HIV/AIDS and Mobility (CARAM - ASIAN)

Nous sommes 716 femmes venues de 21 pays différents et nous représentons des paysannes, des ouvrières agricoles, des femmes indigènes, des femmes dalit, des nomades, des pêcheuses, des ouvrières formelles et informelles, des migrantes et des activistes de soutien et nous nous sommes réunies pour la Première Conférence des Femmes Rurales Asiatiques à Arakkonam, Tamil Nadu en Inde, du 6 au 8 mars pour faire appel aux droits, à l'autonomisation et à la libération des femmes rurales.

Les femmes rurales en Asie font constamment face à l'exploitation, à l'oppression, aux multiples formes de la discrimination et à la violence dans toutes ses formes, qui sont le résultat de la mondialisation néo-libérale, du fondamentalisme et de la militarisation.

Le processus de la mondialisation néo-libérale est en train de nuire Dame Nature et de détruire la relation symbiotique entre la nature et les êtres humains, ça a enlevé le pouvoir des femmes rurales, ainsi que d'exaspérer les abus de droits de l'homme et du travail et les injustices économiques. Ce processus est guidé par les pays du G8, perpétué par l'Organisation Mondiale du Commerce, des accords commerciaux bilatéraux et régionaux et soutenu par des institutions financières internationales telles que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, la Banque Asiatique de Développement, ce qui bénéficie les propriétaires, les élites et les Corporations Transnationales.

Ces processus économiques et politiques qui sont actuellement dominés par l'impérialisme, promeuvent le contrôle sur tous les aspects de la production de la nourriture et des fibres, ils ont aussi créé un monopole sur toute la terre, toutes les ressources des lits de la mer et des ressources marines, sur l'eau, sur les subsistances, les graines et la biodiversité génétique. L'agriculture industrielle et contractuelle, l'aquaculture industrielle intense, la croissance de projets agro combustibles, la création de Zones Economiques Spéciales (ZES) et d'immenses conversions de terre déplacent des milliers de paysannes, de travailleuses agricoles et pêcheuses, ce qui empire la perte des subsistances et ressources productives; ce qui accélère l'empoisonnement de l'environnement, qui, à son tour, accélère la pauvreté et détruit l'économie rurale. Les femmes rurales sont affectées d'une façon disproportionnée et négative, elles sont, de plus en plus, victimes de violence sexiste, de faim, de malnutrition, d'expulsion forcées et de la traite des femmes.

Les industries comme l'exploitation, l'exploitation forestière d'abattage et de débusquage, des projets d'énergie, la production de biocombustibles et l'agro industrie enlèvent la terre ancestrale aux femmes indigènes et leurs communautés. La commercialisation et le contrôle monopolistique détruisent les connaissances traditionnelles et les pratiques qui ont permis aux femmes indigènes d'être autarciques. Déplacées de leur base économique, les femmes indigènes sont obligées de transmigration et de perdre la protection offerte par leur communauté et elles sont aliénées de leur culture et leur système de valeur. C'est de cette façon que la mondialisation impérialiste cause l'ethnocide entre les femmes indigènes, leurs enfants et leurs communautés.

La vie et la subsistance des petits pêcheurs ont été détruites par les politiques libérales du processus de mondialisation, par la privatisation des ressources de la mer et la marine et l'avance des exports a augmenté l'utilisation de techniques de pêche modernes, y compris la pêche au chalutier et aux haveneau, ce qui diminuent la production des poissons. En même temps des projets géants, des Zones Economiques Spéciales, le tourisme et l'aquaculture industrielle intense réduisent l'accès à la mer et aux ressources de la mer aux pêcheurs et pêcheuses. Les pêcheuses sont les plus affectées et doivent travailler plus longtemps pour des salaires moins élevés et par conséquent la qualité de la nourriture et la santé sont atteints.

Le processus de mondialisation est la plus importante cause de la destruction de travail formel et régulier dans le monde. La stratégie de flexibilisation du travail oblige à de plus en plus de femmes à faire un travail informel qui n'est pas soumis aux normes du droit du travail et elles ont donc tendance à être plus exploiter et abuser. Dans beaucoup de pays asiatiques, les femmes forment la majorité de l'économie informelle.

Le micro crédit encouragé par IF/Les Institutions de Micro Crédit pour que les femmes puissent travailler indépendamment et les Groupes d'Auto-Aides sont des mythes et des termes inexacts. Concrètement, ces groupes et ces institutions enlèvent le pouvoir des femmes et les mènent dans un cercle vicieux de dettes et pauvreté.

Les femmes rurales en quête de subsistance qui sont obligées de traverser les frontières à cause de répression de l'état, ont du affronter des conséquences sociales très importantes, elles sont aussi victimes de plus de violence, d'abus, d'exploitation, de discrimination et de criminalisation, et on leur nie leurs droits en tant que femmes et, en tant que travailleuses migrantes, quand elles retournent chez elles, elles sont aliénées. La remise des travailleuses migrantes a soutenu les économies en faillites de plusieurs pays asiatiques.

La hausse de fondamentalisme religieux, avec le support des forces impérialistes et l'accord de compérage des acteurs d'états et hors de l'état, a ôté la visibilité des femmes rurales, a restreint leur pouvoir de décision et de mobilité, a légitimé la violence sur les femmes rurales, a revivifié la prostitution sanctionnée par la religion, a perpétué la discrimination et a nié aux femmes leurs droits inhérents de contrôler leur vie, leur sexualité et leurs ressources.

Le fondamentalisme et le processus de mondialisation agissent avec la discrimination de caste en niant aux femmes leurs droits de terre, ainsi que leurs statut politique et juste et le droit même à la vie. Donc les femmes dalit font face quotidiennement à une exclusion plus importante, une exploitation sexuelle et des atrocités violentes et un harcèlement par la caste prépondérante. Les femmes dalit font face à la perte de leur subsistance, au

déplacement, à la migration et à la traite des femmes à cause du déluge de nouvelles politiques économiques et le processus destructif de la mondialisation.

Les gens utilisent la "Guerre contre la terreur" menée par les Etats-Unis, pour encourager les politiques de mondialisation, l'intérêt économique des Etats-Unis et autres grands pays capitalistes fournissent les gouvernements asiatiques d'une justification pour augmenter la militarisation et le terrorisme de l'état, ainsi que d'encourager les conflits ethniques en Asie. Ceci a comme résultat les meurtres, la détention et l'harcèlement d'autres femmes rurales. Sous le prétexte de sécurité, les gouvernements répressifs tels que ceux en Birmanie, au Sri Lanka, au Pakistan et aux Philippines, commettent des meurtres extrajudiciaires et encouragent la disparition forcée de femmes, d'hommes et d'enfants. Les conflits ethniques et les guerres civiles causent le déplacement forcé des milliers de personnes ; et des manifestations de caste aboutissent à une violence importante contre les femmes dalit. Les femmes dans les régions de conflits sont violées comme outil de guerre, sont tuées, sont obligées de fournir « des services » aux forces armées et dans des situations extrêmes elles deviennent des victimes de génocide.

Dans le contexte de la Guerre contre la terreur les plus grands pouvoirs nucléaires continuent à faire des tests d'explosions nucléaires. La radiation et l'arme invisible la plus horrible. Elle peut tuer l'environnement et annihiler l'espèce humaine. Cela affecte principalement les femmes d'un âge fertile et leurs enfants. Ça cause le cancer, particulièrement de l'utérus, du sein et du sang. Des femmes du Kazakhstan, du Tajikistan, d'Ouzbékistan, d'Inde et du Pakistan souffrent et meurent à cause d'irradiation.

La privatisation des hôpitaux publics, qui est une injonction de la mondialisation, a empiré la négligence des gouvernements des services sociaux et a augmenté l'inaccessibilité aux informations sanitaires précises et appropriées et des services de santé complets et abordables pour les femmes rurales. Plus en plus de femmes rurales sont décédées et souffrent d'incapacités liées à la grossesse et à l'accouchement, aux avortements dangereux, aux VIH/ SIDA, aux cancers du système de reproduction, de violence physique et sexuelle et d'accès limité aux aliments nutritifs et à l'eau potable saine. Elles sont obligées d'éprouver des conditions de travail dangereuses qui causent des maladies, des blessures et la malnutrition. L'exposition aux pesticides augmente la vulnérabilité des femmes à la stérilité, aux cancers du système de reproduction et aux fausses couches.

Donc, nous soussignées, qui participons à la Première Conférence de Femmes Rurales Asiatiques, faisons appel aux femmes rurales de défier les injustices et nous haussons nos voix contre toutes formes de discrimination et de violence contre les femmes. Nous, les femmes rurales et les activistes de soutien, nous nous résolvons de continuer de contester et résister à la mondialisation néo-libérale, aux forces impérialistes et fondamentalistes ainsi qu'à la militarisation.

Nous faisons appel à de véritables réformes agraires, aux droits de propriété pour les femmes rurales, à leur accès à la terre et aux ressources de productivité y compris l'accès au crédit et à la formation; nous exigeons la souveraineté alimentaire, la nourriture saine et locale, l'agriculture saine et de reconquérir les connaissances et compétences des femmes rurales.

Nous demandons l'accès direct aux ressources côtières et marines, ainsi que leur contrôle, avec la participation et prises de décision importante de la part des pêcheuses dans toutes les politiques qui sont liées aux subsistances et aux ressources marines.

Nous demandons la fin du développement agressif dans les terres ancestrales des gens indigènes, ainsi que la déprédation de nos ressources par l'état et les grandes sociétés multinationales, et nous demandons le droit d'autodétermination.

Nous exigeons l'interdiction de produits et technologies agrochimiques nocifs y compris les pesticides, les engrais inorganiques et le génie génétique dans la nourriture et l'agriculture, en faveur d'une agriculture écologique basée sur la biodiversité.

Nous condamnons l'aliénation de la terre, l'oppression par l'état et l'abus des droits de l'homme des femmes dalit, et nous disons même que les droits des femmes dalit sont des droits de l'homme. Nous exigeons la fin du système de caste et les pratiques d'insensibilisation. Collectivement nous demandons à l'état de protéger nos droits à la terre, nos droits d'expression, nos droits de prendre des décisions, nos droits d'espaces politiques et les droits des femmes dalit pour une vie digne et que l'état soit responsable si ces droits ne sont pas respectés.

Nous demandons la fin de la libéralisation et la privatisation du commerce et nous exigeons la sécurité du revenu et du travail honorable pour les femmes. Nous, le mouvement de travailleuses asiatiques, demandons des salaires naturels justes, des conditions de travail sûres et décentes, une sécurité de l'emploi et le droit d'association.

Nous rejetons inconditionnellement l'insistance de tous les gouvernements asiatiques de persuader les femmes rurales que le micro crédit est un outil de développement et d'autonomisation. Nous exigeons que les gouvernements fournissent un système qui permette aux femmes rurales d'avoir accès au crédit personnalisé.

Nous demandons une fin à la migration forcée mise en place par l'agenda de sociétés multinationales et des gouvernements. Nous exigeons la protection de tous les droits des travailleuses migrantes y compris le droit de rester ou partir travailler avec dignité.

Nous condamnons la relance de forces fondamentalistes et communes qui sont la cause de la violence dans la société, particulièrement contre les femmes et les enfants. Nous demandons que tous les états et gouvernements s'assurent que les gens de toutes les religions, de tous groupes ethniques et les groupes les plus marginalisés, surtout les femmes soient représentés, pour la protection des droits des femmes.

La guerre d'agression n'a aucun rôle dans notre société et nous exigeons une fin aux guerres menées et soutenues par l'état; nous demandons de la justice pour les défenseurs des droits de l'homme et pour les communautés affectées. Nous faisons appel à la révocation de toutes les bases américaines en Asie, à la printanisation des allocations budgétaires pour la nourriture, l'éducation, la santé, les services sociaux et l'autonomisation des femmes plutôt que de garder ces allocations pour une budget militaire. Nous demandons l'abrogation des lois répressives telles que la sécurité et la législation anti-terroriste et la fin des meurtres extrajudiciaires et des disparitions forcées.

La participation des femmes dans des mouvements démocratiques ainsi que leur participation dans les processus politiques est nécessaire pour encourager les sociétés

pro peuple et démocratiques. Nous devrions copier l'exemple des succès de certains pays asiatiques, exprimer notre solidarité avec les mouvements démocratiques dans toute l'Asie et s'assurer de la participation des femmes dans le processus de paix.

Les femmes rurales exigent le droit de contrôler leur corps, de revendiquer leurs droits sexuels et de reproduction, et d'avoir le choix en ce qui concerne la contraception, le mariage, la grossesse et la naissance. Nous faisons appel à la fin du processus abusif de la sélection du sexe et autres technologies reproductives.

C'est maintenant que les femmes rurales doivent se regrouper, qu'elles doivent créer une force visible, qu'elles doivent affermir leurs gains et qu'elles doivent renforcer le mouvement de femmes dans tout le monde. Pour renforcer le mouvement des femmes rurales, nous, qui participons à la Première Conférence Asiatique de Femmes Rurales, formons la Coalition de Femmes Rurales Asiatiques pour les droits de femmes, leur autonomisation et leur libération. On va entendre nos voix.

Vive la solidarité des femmes rurales!!!